

EDUCATION FINANCIÈRE ET INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA : RÉSULTATS D'ENQUÊTE AU NIGER

Financial education and financial inclusion in WAEMU : a survey data evidence in Niger

Oumarou Ibrahim Chaibou

Email : ibrahimchaibou@gmail.com - BP : 487 Niamey-Niger

RÉSUMÉ

Cet article vise à fournir des informations statistiques sur l'éducation financière des populations du Niger et à analyser son lien avec l'inclusion financière à travers la réalisation d'une enquête auprès d'un échantillon de 512 personnes adultes. Il tente en outre de combler un vide, dans la mesure où le Niger n'a jusqu'à ce jour réalisé aucune enquête de ce genre alors que plusieurs pays en développement l'ont fait à travers les études communément appelées FINSKOPE. A travers des statistiques descriptives, il a été ressorti que les populations du Niger se caractérisent par un faible niveau d'éducation financière en milieu rural comme en milieu urbain. Un autre constat est que la proportion des personnes disposant un compte bancaire (en banque et IMF) ou un compte mobile est positivement liée à leur niveau d'éducation financière. Ce qui montre toute l'importance de la connaissance et la maîtrise des produits et services financiers pour mieux s'en servir. Plus le niveau d'éducation financière d'une population est élevé, plus l'inclusion financière se renforce.

Classification JEL : G21 ; C81 ; C42 ;

Q55

Mots clé : inclusion financière, éducation financière, services financiers, enquête, données

ABSTRACT

This paper aims to provide statistical information on the financial education of the populations of Niger and to analyze its link with financial inclusion through the realization of a survey of a sample of 512 adults. It also tries to fill a gap, as Niger has so far not carried out any such survey while several developing countries have done so through studies commonly known as FINSKOPE. Through descriptive statistics, it was revealed that the populations of Niger are characterized by a low level of financial education in both rural and urban areas. Another finding is that the proportion of people with a bank account (in bank and MFI) or a mobile account is positively linked to their level of financial literacy. This shows the importance of knowing and mastering financial products and services in order to use them better. The higher the level of financial education of a population, the stronger financial inclusion.

Classification JEL : G21 ; C81 ; C42 ;

Q55

Keywords : financial inclusion financière, financial education, financial services, survey, data

Date de réception : oct. 2020

Avertissement : Les points de vue exprimés dans cet article sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués au CESAG. Ce document est une pré-publication. (document de travail). Il est publié dans un but de dissémination. Les droits d'auteurs sont détenus par les auteurs..

Warning : The views expressed by the authors reflect the authors views and can not be attributed to CESAG. This working paper has not been formally peer-reviewed. Copyrights are held by the author

1. INTRODUCTION

Alors que la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a adopté en 2016 une stratégie régionale d'inclusion financière pour les huit pays membres de l'UEMOA[1] en vue de promouvoir l'usage et l'accès aux services financiers, en sus de plusieurs autres programmes entrepris dans le même sens, le niveau d'inclusion financière demeure toujours faible. En effet, moins de 20% des populations de l'Union ont accès aux services financiers formels contre une moyenne mondiale de 50% selon les données de Global FINDEX (Demirguc-Kunt et Klapper, 2012). Il se présente alors des facteurs tant du côté de l'offre que de la demande des services financiers qui expliquent cette situation. Pour le premier, il s'agit d'un ensemble d'obstacles liés à l'architecture du système financier et à la prestation des services financiers adaptés par les institutions (banque, SFD, EME, etc.). Pour le second, ce sont des caractéristiques individuelles ou collectives des personnes qui se présentent comme des contraintes et qui les empêchent à accéder et/ou à utiliser les services financiers du marché. Ainsi, parmi les facteurs qui gênent la demande des services financiers, figure au premier plan le niveau d'éducation financière des populations. Cette dernière est capitale pour qu'une population puisse utiliser convenablement les services financiers offerts sur le marché et pouvoir faire des choix (Ledgerwood, 2013), d'où son importance dans le processus d'inclusion financière. Par définition, l'éducation financière fait référence à l'ensemble des connaissances financières dont disposent une personne (ou une population). Il peut s'agir en fait de la compréhension des termes financiers, de la maîtrise de certaines procédures vis-à-vis des banques et autres institutions financières, du bon comportement dans une situation de choix en finance, de la culture financière, de l'aisance à s'approprier les produits et services du système financier classique au détriment de la finance informelle, etc. De ce fait, le lien entre inclusion financière et éducation financière est évident et les « deux s'influencent mutuellement ». D'une part, le manque d'information ou bien l'incapacité peut constituer une contrainte à l'usage des services financiers, et d'autre part, « c'est en les utilisant que les personnes se familiarisent avec eux et les comprennent davantage. Il s'agit d'une sorte d'apprentissage par la pratique »[2]. A cet égard, comprendre le sens de cette relation de causalité entre l'éducation financière et l'inclusion financière constitue une réelle problématique pour les pays de l'UEMOA et le Niger en particulier. A travers ce papier, nous envisageons de proposer un cadre d'analyse empirique et méthodologique spécifique au contexte du Niger, visant à étudier les caractéristiques et le niveau d'éducation financière. Des données d'enquête sur l'inclusion financière en général sont quasi-inexistantes au Niger, hormis celles de Global FINDEX de la Banque Mondiale. Or, trois sur les huit pays de l'Union ont réalisé leur enquête FINSCOPE[3] : le Sénégal (en 2015), le Togo (en 2016) et le Burkina (en 2016). Alors que la plupart des pays de l'Afrique centrale et Australe ont déjà réalisé soit une fois soit régulièrement les enquêtes FINSCOPE. Les pays de l'Union sont largement en retard, malgré l'importance que représente la collecte de telles données.

L'Etat du Niger n'a jusqu'à ce jour initié aucune opération de collecte des données sur l'inclusion financière en général ou sur l'éducation financière particulièrement. Cette étude tentera de combler cette lacune à travers la réalisation d'une enquête exploratoire sur un échantillon de taille assez importante. Elle vise également à fournir des éléments visant à comprendre la relation de causalité entre l'éducation financière et l'inclusion financière pour le cas spécifique du Niger.

2. MATÉRIELS ET MÉTHODES

2.1 Revue de littérature

Aujourd'hui la littérature est très riche sur l'inclusion et l'éducation financière ou la culture financière. Cependant, le cas spécifique de la zone UEMOA n'a pas fait l'objet de beaucoup de travaux suivant une approche empirique sur cette thématique. La littérature sur l'éducation financière peut être scindée en deux points.

2.1.1 Les notions d'éducation financière

Plusieurs auteurs et même des organismes ont tenté de donner une définition à l'éducation financière. Son lien avec l'inclusion financière ainsi que son importance dans l'utilisation des services financiers ont été également prouvés (Ledgerwood, 2013, op cit).

Le niveau d'éducation financière est lié au niveau d'instruction, ce qui pourrait expliquer son faible niveau dans les pays en développement. C'est à juste titre que Arrondel et Al. (2014) définissent l'éducation financière comme « une composante spécifique du capital humain qui permet aux individus de maîtriser des notions financières relativement simples. Ce concept couvre ainsi des dimensions variées : capacités cognitives, culture financière, capacité à acquérir et traiter de l'information » (p.1). Selon Klapper et al (2013), l'éducation financière est la capacité dont disposent les agents économiques pour prendre de bonnes décisions en matière de finance. Cette définition est assez restrictive même si elle met l'accent sur l'aptitude à faire des choix qui est très important pour caractériser les personnes financièrement éduquées. Elle est plus adaptée dans le contexte des pays développés où les personnes ont déjà les notions basiques de la finance. Dans les pays en développement, l'éducation financière est caractérisée non pas par le fait de prendre des bonnes décisions mais de connaître surtout les modes opératoires et les termes financiers (compte d'épargne, compte courant, cheque, virement, GAB, etc.). Ces derniers sont méconnus par une bonne partie de ces populations, or il faut avoir un certain niveau de maîtrise de ces notions pour pouvoir faire des choix en finance. La définition de l'éducation financière doit alors être contextualisée ou élargie pour tenir compte de tous ces aspects. Selon Banque Mondiale (2016)[4] elle représente « la capacité d'agir dans son meilleur intérêt financier, étant donné les conditions socioéconomiques environnantes.

[1] Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

[2] World Bank (2016), Rapport N°ACS18885 « Amélioration de la Capacité Financière et de l'Inclusion Financière au Sénégal »

[3] Enquêtes sur les consommateurs des services financiers

[4] World Bank (2016), supra

Ce faisant, elle englobe les connaissances, les attitudes, les compétences et les comportements des consommateurs en matière de gestion de leur ressources et de la compréhension, la sélection et l'usage de services financiers qui répondent à leurs besoins » p.46. Cette définition paraît plus complète et fait ressortir quasiment tous les aspects qui doivent être pris en compte. Les éléments essentiels comme le stipulait cette définition, sont l'aptitude ou "la capacité d'agir", la "connaissance" et la "compréhension". Ceci s'illustre à travers les travaux de Duflo et Saez (2003) sur un cas pratique aux USA par rapport à un régime de retraite. Dans le même ordre d'idées, l'OCDE définit l'éducation financière comme étant une « combinaison de conscience financière, de connaissance, d'habileté, des attitudes et comportements nécessaires pour prendre les bonnes décisions financières et finalement arriver à un bien-être financier individuel » (OCDE - Atkinson et Messy (2012), p.5)[5]. L'éducation financière peut être considérée comme un concept multidimensionnel. Il prend en compte à la fois des dimensions de la gestion budgétaire et financière, de la planification, de la gestion de l'argent au quotidien.

2.1.2 Travaux théoriques et empiriques sur l'éducation financière

Les informations sur l'éducation financière ne sont disponibles qu'à l'aide d'enquêtes auprès de la population. Contrairement aux données déclaratives sur l'accès aux services financiers qui sont communiquées par les institutions financières à la Banque Centrale sous forme de reporting périodique. Les pays comme la France collectent presque régulièrement des données sur l'éducation financière, avec les enquêtes PATER (« patrimoine et préférence vis-à-vis du temps et du risque ») et bien autres. Cependant, les pays de l'UEMOA ne se sont pas jusqu'à ce jour lancés dans cette initiative. Ce qui ne donne aucune visibilité chiffrée sur le niveau actuel de cette dernière. Excepté pour le Sénégal où la Banque Mondiale a conduit en 2015 une « enquête sur la capacité financière » en 2015 en vue de fournir une base de référence pour les travaux de renforcement de l'inclusion financière dans le pays.

Ailleurs, des opérations de collecte sont réalisées directement auprès des populations pour évaluer leur niveau de compréhension des produits financiers. Tikto et al (2015) ont réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 257 personnes en Lettonie pour étudier la culture financière des populations et servir de base pour les études ultérieures. La mesure de l'éducation financière constitue un enjeu au niveau des pays, compte tenu de son caractère multidimensionnel reconnu par les auteurs (Hung et al., 2009 ; OCDE, 2012). La mesure de l'éducation financière requiert d'abord une bonne connaissance du concept et ensuite la conception d'instruments d'évaluation appropriés.

Dans leur démarche méthodologique, Titko et al. (opt cit) ont réalisé des interviews directes et individuelles de la population d'étude à l'aide d'un questionnaire.

Ce dernier comporte une vingtaine de questions relatives aux différentes rubriques suivantes : crédit-épargne ; planification des dépenses ; culture financière ; connaissance des concepts financiers ; connaissance des services financiers et ; savoir investir. Klapper et al. (2013) ont examiné l'importance des effets de l'éducation financière sur le comportement des ménages pour le cas de la Russie, une économie dans laquelle l'endettement des ménages a augmenté à un rythme exponentiel. Les conséquences financières et réelles de l'éducation financière sont alors examinées à travers une étude empirique. Les résultats montrent que « seulement 41% des répondants démontrent une compréhension de la capitalisation des intérêts et seulement 46 % peuvent répondre à une simple question sur l'inflation. L'éducation financière est positivement liée à la participation aux marchés financiers et négativement liée à l'utilisation de sources d'emprunt informelles ».

Sur un autre plan, et partant du constat qu'en Inde les jeunes travailleurs en dépit de leur niveau de revenu supérieur, présentent une attitude financière et des connaissances financières inférieures aux jeunes des autres pays, Agarwalla et al. (2015) ont mené une étude empirique sur l'influence des variables sociodémographiques sur l'éducation financière. En distinguant séparément les effets sur l'attitude financière, les connaissances financières et le comportement financier, les résultats montrent que le type de famille (vivre dans une "joint family" c'est-à-dire une famille non nucléaire) a une incidence négative sur l'éducation financière et la prise de décisions consultatives au sein des familles a une incidence positive sur celle-ci.

L'éducation financière est très importante dans le processus d'inclusion financière et a attiré à cet égard l'attention de l'opinion internationale. Les G20 l'ont inscrit au premier rang de leur priorité et environ une cinquantaine de pays ont élaboré et adopté leurs stratégies nationales d'éducation financière[6]. Ceux qui en disposent déjà sont entrain de réviser leurs premières stratégies.

Le manque d'éducation financière est reconnu comme un obstacle à l'inclusion financière dans la littérature. Ainsi « promouvoir l'inclusion financière nécessite d'identifier les obstacles à la provision des services financiers pour les ménages et les petites et moyennes entreprises. Il convient ensuite de s'attaquer à ces obstacles pour les éliminer[7] ». Et parmi ces obstacles on note l'éducation financière ou la culture financière. Dans des pays comme la France, en 2015, à la demande du Ministre de l'économie et des finances, un groupe de réflexion dans le cadre du Comité Consultatif du Secteur Financier (CCSF) a élaboré une proposition de stratégie nationale en matière d'éducation financière, sur la base des principes de haut niveau élaborés en la matière par l'OCDE et adoptés par le G20 en 2012. Toutefois, quelques rares pays africains comme le Ghana, a en 2009, lancé une stratégie nationale sur la finance inclusive et l'éducation financière des consommateurs par le Ministère des Finances et de la Planification Economique (Economist Intelligence Unit, 2014).

[5] Cf le Rapport du groupe de réflexion du Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

[6] Deuxième Conférence de l'Union Bancaire Francophone sur l'éducation financière, Bruxelles, le 4 avril 2014

[7] Propos liminaires de Mme Anne-Marie Gulde-Wolf, Directrice adjointe, Département Afrique, FMI à la Conférence régionale CEEAC, Brazzaville, Congo, le 23 mars 2015 sur le thème « Finances pour tous : promouvoir l'inclusion financière en Afrique centrale ».

2.2 Methodologie

Pour atteindre l'objectif de connaître les caractéristiques et le niveau d'éducation financière, nous avons réalisé une enquête[8] auprès d'un échantillon de 512 personnes adultes (15 ans et plus) en milieu rural et urbain au Niger. Ces personnes ont été tirées aléatoirement à Niamey pour le milieu urbain et dans trois autres localités qui représentent le milieu rural. Un outil numérique et innovant a été utilisé pour la collecte de données sur le terrain (Ibrahim Chaibou, 2019). Il s'agit d'une application dénommée ODK-collect[8]. C'est une plateforme informatique installable sur un téléphone portable ou tablette pour administrer un questionnaire d'enquête. Les formulaires seront par la suite envoyés à un serveur à partir duquel la base de données est extraite.

Les données sont ensuite exploitées pour faire une analyse descriptive de l'inclusion financière et de l'éducation financière en ressortant :

- le niveau des connaissances par rapport à un certain nombre de produits et services ou termes financiers couramment employés,
- l'évaluation des attitudes et comportements en matière de finance des populations,
- les compétences en calculs financiers simples,
- le niveau d'information des populations vis-à-vis du système financier.

Nous allons par la suite tenter de catégoriser les populations en trois groupes distincts selon leur niveau de compétence en finance : élevé, moyen et faible. Les caractéristiques de chaque groupe seront minutieusement analysées. Et partant de ces trois groupes nous allons déterminer la relation de causalité entre inclusion financière et éducation financière. Autrement dit si le fait d'être inclus ou exclu financièrement pourrait expliquer le niveau d'éducation financière d'une personne.

3. RÉSULTATS ET DISCUSSION

3.1 Analyse descriptive des l'éducation financière

Nous avons vu dans la revue de littérature, combien l'éducation financière est importante dans le processus d'inclusion financière des populations. Le contexte social nigérien étant caractérisé par un faible niveau d'éducation, expliquerait en grande partie le faible niveau d'éducation financière des populations. Nous avons effectué un test de connaissance aux enquêtés en leur demandant s'ils connaissent les noms d'un certain nombre de produits et services financiers couramment utilisés, les résultats sont ressortis insatisfaisants comme nous le montrerons ci-après.

- Les « bonnes pratiques en finance ne sont pas maîtrisées par les populations »

S'agissant des pratiques en termes de finance, le tableau suivant décline les caractéristiques de la culture financière des personnes enquêtées.

Tableau N°1 : Habitudes et culture financières des personnes enquêtées

	OUI	NON
Je pense qu'il est important d'épargner ?	96,3	3,7
Je connais à peu près les procédures d'ouverture de compte bancaire?	33,8	66,2
Je sais qu'il faut constituer une garantie pour bénéficier d'un prêt en banque	57,4	42,6
J'ai entendu parler des usuriers qui donnent du crédit ?	18,6	81,4
Je suis bien informé des services financiers offerts sur le marché ?	14,8	85,2
J'ai une idée des taux d'intérêt bancaire sur les crédits ou dépôts ?	17,8	82,2
Je connais la finance islamique ou j'ai quelques notions des produits et services de la finance islamique	13,7	86,3
Je sais que l'inflation fait baisser mon revenu	17,77	82,23

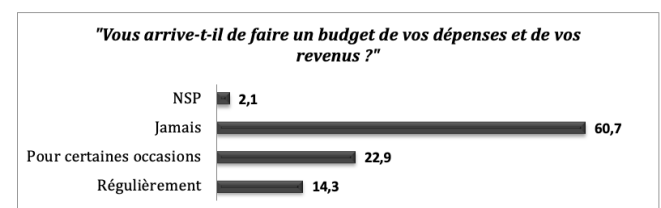
Source : nos données de l'enquête

Nous avons 85% des personnes enquêtées qui affirment qu'elles ne sont pas bien informées des services financiers offerts par le marché. Ce qui met en exergue la faiblesse de l'infrastructure et le système de communication du système bancaire. L'information intéressante est qu'une personne sur deux sait qu'il faut constituer une garantie pour obtenir un crédit bancaire. Seulement une personne sur trois connaît les procédures d'ouverture de compte. Les populations connaissent l'importance de l'épargne, près de 96% pensent qu'il est important d'épargner. Malgré l'affichage des conditions de banque dans chaque agence bancaire (Avis N°1. CB relatif aux conditions de banques), les populations n'ont pas une bonne connaissance des taux appliqués sur les crédits et les dépôts. Ainsi, 18% déclarent avoir une idée de ces taux.

S'agissant de la finance islamique, 86% des enquêtés n'ont pas la moindre idée de ce que signifie ce concept ainsi que la différence avec la finance conventionnelle. Dans l'ensemble le niveau d'éducation ou culture financière des populations est très faible quand 82% de la population ne savent pas que l'inflation fait baisser leur revenu.

S'agissant de bonnes pratique par les populations. Si, 61% affirment qu'ils n'ont jamais établi un budget de leurs dépenses et revenus. Seulement 14,3% le font régulièrement. En faisant un lien avec la question sur les dépenses mensuelles, une logique se dessine. La quasi-totalité des personnes ne connaissent pas avec exactitude la somme d'agent qu'elles dépensent dans le mois. C'est seulement grâce à des intervalles qu'elles arrivent à se situer. C'est ce qui explique ce faible pourcentage des gens qui établissent un budget au quotidien.

Graphique N° 1: Budget ou planning des dépenses



Source : nos données de l'enquête

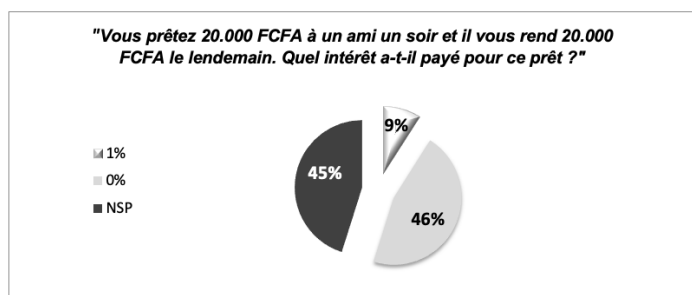
* NSP : Ne Sait Pas

[8] Inspirée de Bigot et al. (2011) et les enquêtes FINSCOPE

[9] Open Data Kit

En posant la question « vous prêtez 20.000 FCFA à un ami un soir et il vous rend 20.000 FCFA le lendemain. Quel intérêt a-t-il payé pour ce prêt ? ». Au moins une personne sur deux donne une mauvaise réponse ou répond par "NSP (je ne sais pas)". Ce qui montre que la population n'est pas très à l'aise en calculs financiers simples. Cet aspect de la culture financière est nécessaire pour faire profiter une population pleinement du système financier. Même si par ailleurs ces difficultés sont associées au faible niveau d'instructions dans le pays, l'établissement de budget et certains calculs financiers doivent faire partir des habitudes des populations.

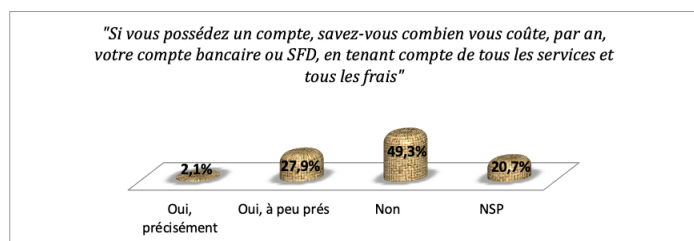
Graphique N°2: Maitrise de la notion de pourcentage



Source : nos données de l'enquête * la bonne réponse est 0%

En posant la question « vous prêtez 20.000 FCFA à un ami un soir et il vous rend 20.000 FCFA le lendemain. Quel intérêt a-t-il payé pour ce prêt ? ». Au moins une personne sur deux donne une mauvaise réponse ou répond par "NSP (je ne sais pas)". Ce qui montre que la population n'est pas très à l'aise en calculs financiers simples. Cet aspect de la culture financière est nécessaire pour faire profiter une population pleinement du système financier. Même si par ailleurs ces difficultés sont associées au faible niveau d'instructions dans le pays, l'établissement de budget et certains calculs financiers doivent faire partir des habitudes des populations.

Graphique N°3: Connaissance des frais de tenue de compte



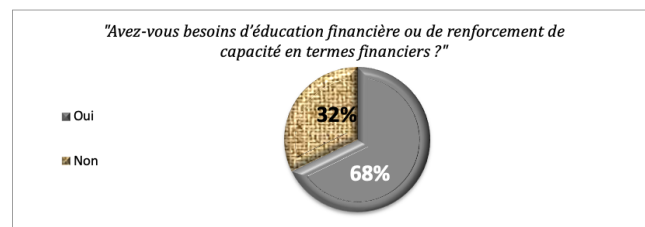
Source : nos données de l'enquête

Nous avons demandé à toutes les personnes de notre échantillon si elles ont besoin d'éducation financière, et 68% ont répondu par l'affirmative. En milieu rural, presque toutes les personnes enquêtées ont besoin renforcement de capacité en termes d'usage des services financiers.

[10] Bigot et al., (2011), « La culture financière des français », CREDOC

Le tableau suivant retrace plus de détail par rapport à ce besoin de formation manifesté par les populations en fonction de leur milieu de résidence.

Graphique N°4: Besoins en éducation financière



Source : nos données de l'enquête

Tableau N°2: Besoins d'éducation financière selon le milieu de résidence

	Urbain	Rural	Global
Comment budgétiser/investir/épargner ?	43,6%	56,4%	60,2%
Comment approcher les banques et IMF?	38,5%	61,5%	56,5%
Comment faire pour obtenir un prêt ?	36,1%	63,9%	53,1%
Comprendre et choisir les services financiers du marché ?	39,6%	60,4%	55,2%

Source : nos données de l'enquête

Le besoin de renforcement sur le thème « comment budgétiser/investir/épargner ? » est plus mis en oeuvre auprès des populations en milieu rural (56,4%) entre 43,6%. En milieu rural, 61,5% des personnes ont besoin d'éducation sur comment approcher les banques et les IMF contre 38,5% en milieu urbain. Pour ce qui est de formation sur la demande et l'obtention d'un crédit bancaire, 63,9% en ont besoin en milieu rural contre 36,1% à Niamey. S'agissant des renforcements de capacité sur la compréhension des services financiers offerts sur le marché, 39,6% des personnes éprouvent le besoin en milieu urbain contre 60,4% en milieu rural. La remarque est que les populations rurales ont plus besoin d'éducation financière par rapport aux populations urbaines. Ceci est en partie lié au faible niveau d'éducation en général dans les villages ainsi que leur position géographique défavorable.

- Connaissance de services et produits financiers

Comme l'indique le tableau suivant, la plupart des personnes enquêtées méconnaissent les produits et services financiers et ne maîtrisent pas les bonnes pratiques en matière d'utilisation des services financiers. Une personne seulement sur quatre connaît ce que signifie le microcrédit que ce soit à Niamey ou dans les villages. Parmi la liste des produits interrogés, le plus connu est le chèque bancaire (57%) et le moins connu est le Mourabaha (5%). Le GAB est connu par 40,6% des personnes qui sont quasiment en milieu urbain, car les populations rurales méconnaissent ce dernier et affirment qu'elles ne l'ont jamais vu et jamais entendu parler.

Tableau N°3: Résultats du test de connaissance des produits financiers

	Connais	Ne connais pas
Compte courant	42,4	57,6
Chèque bancaire	57,4	42,6
Microcrédit	25,8	74,2
Frais de tenue de compte	31,3	68,8
Transfert d'argent	49,8	50,2
Intérêt débiteur/créditeur	21,9	78,1
Bureau de change	31,1	68,9
Guichet automatique (GAB)	40,6	59,4
Mourabaha	5,3	94,7
Carte cash	22,3	77,7
Carte de crédit/carte de débit	32,4	67,6
Bon du Trésor	29,5	70,5

Source : nos données de l'enquête

3.2 Relation de causalité entre inclusion financière et éducation financière

Nous avons tenté de catégoriser notre base des personnes d'enquêtées en 3 groupes distincts. Le critère de la classification est le niveau d'éducation financière à partir d'une liste de 12 questions posées sur la connaissance des produits et services financiers (voir tableau N°3 ci-dessus).

Les personnes qui maîtrisent tous les produits cités sont considérées dans le groupe ayant un niveau élevé d'éducation financière (Groupe 1). Celles qui connaissent la définition de 1 à 6 produits et services financiers se trouvent dans le groupe ayant un niveau moyen (Groupe 2). Enfin, le groupe ayant un faible niveau est constitué des personnes ne maîtrisant qu'un seul produit au plus (Groupe 3).

Il sera fait une analyse comparative de ces 3 groupes en fonction de leur niveau d'inclusion (exclusion) financière en vue de mettre en exergue la relation ou le lien qui pourrait exister entre inclusion et éducation financière.

Tableau N°4 : Education financière et accès au compte bancaire

« Disposez-vous d'un compte dans une banque ou IMF ? »	Groupe 1 Niveau faible d'éducation financière	Groupe 2 Niveau moyen d'éducation financière	Groupe 3 Niveau élevé d'éducation financière
OUI	0,5%	3%	81%
NON	99,5%	97%	19%

Source : nos données d'enquête

Le constat est que la proportion des personnes disposant un compte bancaire (en banque et IMF) est positivement liée au niveau d'éducation financière. Ainsi, 81% des enquêtés ayant un niveau élevé d'éducation financière ont un compte dans une banque ou IMF contre 3% pour le groupe de niveau moyen et 0,5% pour le groupe ayant le niveau faible.

Le niveau inclusion financière d'une personne est alors lié à son niveau d'éducation financière. Ce qui montre toute l'importance de la connaissance et la maîtrise des produits et services financiers pour mieux s'en servir. Il n'y a rien de surprenant qu'on trouve dans le groupe 1 que 99,5% des personnes sont exclues. Toutes ces personnes n'ont pas la moindre idée de ce que signifient des termes simples comme un compte bancaire, un virement, un guichet automatique, un taux d'intérêt ou encore les procédures pour ouvrir un compte bancaire, etc.

Tableau N°5 : Education financière et usage du mobile banking

« Disposez-vous d'un compte mobile ? »	Groupe 1 Niveau faible d'éducation financière	Groupe 2 Niveau moyen d'éducation financière	Groupe 3 Niveau élevé d'éducation financière
OUI	30%	32%	80%
NON	70%	68%	20%

Source : nos données de l'enquête

Le constat est le même pour le lien avec le mobile banking. Ce dernier exige beaucoup plus de compétences financières que les autres services. Le taux d'utilisation du compte mobile augmente en fonction du niveau d'éducation financière. Il passe respectivement de 30%, 32% et 80% pour les groupes 1, 2 et 3. Sans niveau acceptable d'éducation financière (groupe 1 et 2), jusqu'à 70% des personnes ne sont pas en mesure d'utiliser les services financiers via leur compte bancaire sur téléphone portable. L'éducation formelle en général et les compétences financières sont déterminants dans la composition des syntaxes (USSD), des shortcodes et du menu à suivre sur le téléphone portable pour faire une transaction financière (transfert, paiement, auto-recharge, cash-in, cash-out, bank to wallet, etc)

CONCLUSION

L'inclusion financière est devenue un sujet phare dans les politiques économiques des pays de l'UEMOA. Le manque d'éducation financière à son tour est un obstacle au processus de renforcement de l'inclusion financière. « Sans aucun doute, la capacité financière et l'inclusion financière s'influencent mutuellement » (Banque Mondiale, 2016). Dans ce papier nous avons tenté d'analyser cette relation qui pouvait exister entre inclusion et éducation financière à travers une analyse empirique. L'étude a porté sur un échantillon de 512 personnes âgées de 15 ans et plus dans quatre localités au Niger (Ibrahim Chaibou, 2019).

Au Niger, les statistiques disponibles montrent que le niveau d'inclusion financière est assez faible comparé aux autres pays de la zone. Ces informations sont issues des différents rapports transmis à la Banque Centrale par les institutions financières assujetties. On parle ainsi des données du côté de l'offre.

Les données sur la demande des services financiers quant à elles sont quasi-inexistantes au Niger, hormis celles de Global FINDEX. Toutefois, certains pays de l'Union ont collecté ce genre de données à travers des enquêtes dénommées FINSCOPE. Notre travail a tenté alors de combler ce vide en matière des données sur l'usage réel des services financiers par les populations et sur leur éducation financière.

Les données que nous avons collectées nous ont amené à des résultats intéressants pour les praticiens, les autorités publiques en matière de mise en œuvre de politiques sur l'inclusion financière. En effet, le niveau d'éducation financière ressort très faible, avec une très faible proportion des personnes enquêtées qui maîtrisent à peine les termes financiers (moins de 30%), les modes d'emploi des produits et services ainsi que certaines habitudes et calculs simples en finance.

Par ailleurs, on constate que la proportion des personnes disposant un compte bancaire (en banque et IMF) ou un compte mobile est positivement liée au niveau d'éducation financière. Ainsi, 81% des enquêtés ayant un niveau élevé d'éducation financière ont un compte dans une banque ou IMF contre 3% pour le groupe de niveau moyen et 0,5% pour le groupe ayant le niveau faible. Le niveau inclusion financière d'une personne est alors lié à son niveau de compétence et de compréhension des produits financiers. Ce qui montre toute l'importance de la connaissance et la maîtrise des produits et services financiers pour mieux s'en servir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agarwalla S.K., Samir K.B., Joshy J. et Jayanth R.V., (2015). Financial Literacy among Working Young in Urban India. *World Development* Vol. 67, pp. 101-109, 2015.

Arrondel L., Majdi D. et Savignac F., (2014). Financial literacy and financial Planning in France. *Numeracy* 6, issue 2 (2013). Banque Mondiale (2016). Amélioration de la capacité financière et de l'inclusion financière au Sénégal : une évaluation de la demande. Rapport N° ACS18885. Juin 2016

Bigot R., Croute P. et Muller J., (2011). La culture financière des français. Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des conditions de vie (CREDOC), Octobre 2011, p.131.

Comité Consultatif du Secteur Financier (CCSF), (2015). La définition et la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière d'éducation financière. Rapport du groupe de réflexion présidé par M. Emmanuel Constans dans le cadre du CCSF, 194p.

Conférence régionale CEEAC, Brazzaville (Congo) sur le thème « Finances pour tous : promouvoir l'inclusion financière en Afrique centrale » le 23 mars 2015.

Demirgüç-Kunt A. et Klapper L., (2012a.). Financial Inclusion in Africa: An Overview. Document de travail consacré à la recherche sur les politiques, no 6088, Banque mondiale, Washington.

Duflo E., et Saez E., (2003). The Role of Information and Social Interactions in Retirement Plan Decisions: Evidence From a Randomized Experiment. National Bureau of Economic Studies Working Paper, No. 8885.

EIU (Economist Intelligence Unit), (2014). Global Microscope 2014: The enabling environment for financial inclusion. Sponsored by MIF/IDB, CAF, ACCION and Citi. EIU, New York, NY.

Fin Mark Trust, (2017). Grande tendance - Etudes consommateurs FINSCOPE Burkina-Faso 2017 : Demande des services financiers.

Fin Mark Trust, (2014). Enquête FINSCOPE consommateur, Ile Maurice 2014.

Hung A. A., Parker A. M. et Yong J. K., (2009). Defining and measuring financial literacy. Working Papers WR-708. RAND corporation, 2009. Retrieved from: <http://www.nber.org/papers/w16740>.

Huston S., (2010). Measuring financial literacy. *The journal of consumer affairs*, Vol 44, issue 2, june 2010.

IBRAHIM CHAIBOU O., (2019). Rôle de la microfinance dans l'inclusion financière des pays de l'UEMOA : application au cas du Niger. Thèse de doctorat, Univ. Rouen-Normandie, France, 326 p.

Klapper L., Lusardi A. et Georgios A. P., (2013). Financial literacy and its consequences: Evidence from Russia during the financial crisis. *Journal of Banking & Finance* 37 (2013) 3904-3923.

Ledgerwood J., Earne J., et Nelson C., (2013). The new microfinance handbook: a financial market perspective. World Bank, Washington DC.

Lusardi A., et Mitchell O. S., (2011). Financial literacy and planning: implications for retirement wellbeing. In Lusardi A. & Mitchell O. S. (Eds.), *Financial Literacy: Implications for retirement security and the financial marketplace*. Oxford: University Press, 2011.

PISA/OECD, (2012). Financial literacy assessment framework. Retrieved from: <http://www.oecd.org/pisa/pisaproducts/46962580.pdf>.

Titko J., Guna C. et Natalja L., (2014). Financial Literacy of Latvian Citizens: Preliminary Survey Results. *Procedia - Social and Behavioral Sciences* 213 (2015) 12 - 17.